

# Il faut sauver l'Imprimerie nationale *par André Guillerme*

**L**E temps presse : un trésor de l'humanité va disparaître : l'Imprimerie nationale.

L'Imprimerie nationale de France (IN), installée depuis 1922 rue de la Convention, à Paris (15<sup>e</sup>), doit fermer ses portes au second semestre 2005, bâtiments et terrain attendant vendus à un promoteur pour être rasés et rebâties d'immeubles très rentables. Une architecture industrielle sobre et fonctionnelle dressée avant la Grande Guerre, composée de briques mécaniques à peine décorées, de charpentes métalliques et de verrières sans prétention : on sent d'emblée que les constructions initiales ont été dessinées simplement pour mieux mettre en valeur les fabuleux trésors qu'elles couvraient et qu'on devine depuis la monumentale grille républicaine.

Dehors, on peut toujours imaginer : ils sont toujours là. Prêts pour le vide-grenier que l'Etat, propriétaire, s'appête à réaliser discrètement d'ici un an. L'IN est une société anonyme à capitaux d'Etat depuis le 31 décembre 1993. Elle dépend plus particulièrement du ministère des finances, qui a d'autres préoccupations d'économie. Seul le réaménagement des activités industrielles du site parisien est définie à ce jour.

L'Imprimerie nationale est un trésor national semi-millénaire, aussi ancien que le château de Chambord et que le Collège de France. Elle est le fait du prince, François I<sup>er</sup>, qui, en 1539, nomme Néobar « *imprimeur du Roy pour le grec* », auquel succède Estienne, imprimeur pour le latin et l'hébreu.

Jouissant d'un privilège régalié, l'Imprimerie devient royale ; en 1640, Richelieu la place au Louvre, à portée de main, pour « *multiplier les belles publications utiles à la gloire du Roi, au progrès de la religion et à l'avancement des lettres* ».

Chaque ouvrage imprimé est précieusement conservé : aujourd'hui ceux-ci constituent un fonds relié de 30 000 livres.

L'Imprimerie déménage dans l'hôtel de Rohan et devient impériale en 1804. Elle s'impose avec la puissance et le rayonnement de l'Etat-nation. Non seulement elle quadruple sa consommation de papier entre 1800 et 1880, mais elle exporte aussi près de 130 tonnes de caractères typographiques neufs en 1845, un demi-millier à la fin du siècle, alors que l'impression s'enchaîne à la mécanique industrielle.

De fait, l'Imprimerie nationale

porte en elle la renommée et la souveraineté de l'Etat, qui, on le sait, est de plus en plus amnésique. Elle a imprimé avec une qualité de circonstance les textes rares que les princes et les ministres, conseillés par des académiciens – ceux des inscriptions et belles-lettres – ou des philologues érudits voulaient, comme *Les Tapisseries du Roy* (1670), *Les Médailles sur les principaux événements du règne de Louis le Grand* (1670), la *Description de l'Egypte* (1805) commandée par Napoléon. Sans regarder à la dépense.

Elle a aussi imprimé les textes normatifs que l'Etat voulait diffuser en grand, comme le Code général des impôts, le *Bulletin des lois*, ou, dans ses subdivisions territoriales comme les dictionnaires topographiques, les annuaires.

Pour maintenir sa haute qualité, cette entreprise publique a toujours recruté son personnel par concours – en France le concours public tire vers le haut.

L'histoire des techniques prise à témoin montre que cette institution n'a jamais cessé d'innover, de



meubles, donc déplaçables et séparables. Soit 230 000 poinçons en acier dans plus de 70 polices différentes, dont les plus anciennes datent de la Renaissance et dont les plus prestigieuses – Garamont (1541), Grandjean (1714), Luce (1773), Didot (1811), Marcellin-Légrand (1827), Gauthier (1970) – sont uniques, donc recherchées.

Ces trésors sont propriété de la culture, de la connaissance. Ils ne peuvent échapper au bien commun de l'humanité. C'est donc à l'Unesco d'agir

promouvoir de nouveaux supports – encres, pâtes, papiers, encollages, plats, reliures –, d'adapter de nouvelles techniques et de nouveaux procédés d'impression – photocomposition, composition programmée, flexographie, offset.

Bref, une institution à la page et qui, pour s'y maintenir, dispose d'un service documentaire de référence pour l'imprimerie et l'histoire du livre. Elle mérite donc le respect dû à son rang : national.

L'Imprimerie nationale est aussi un trésor mondial. Certainement le seul dans son genre. D'abord parce que les Etats disposant d'une imprimerie sont peu nombreux. Ensuite parce que son histoire est liée à celle d'une des toutes premières puissances intellectuelles, à sa genèse, à son épanouissement. L'IN sauvegarde un florilège de 700 000 pièces – dont 500 000 sont classées comme monuments historiques, 300 000 en 1946, 200 000 en 1994 –

Ajoutons les 14 000 pièces pour la gravure de la musique provenant de la collection Tanturri, les signes typographiques mathématiques, astrologiques, astronomiques. Plus de 150 000 matrices en cuivre dans lesquelles sont coulés les alliages de plomb, d'étain et d'antimoine formant les caractères ; 224 000 idéogrammes gravés sur bois, provenant pour partie (86 000) du premier dictionnaire chinois-français-latin, gravé entre 1723 et 1730 et publié en 1813, et pour partie de caractères japonais du VI<sup>e</sup> siècle (Kata et Hira-kana) ; plus de 15 000 bois d'affiches et 1 300 bois gravés ; 3 000 cuivres de taille-douce ; 2 500 fers à dorer.

Il faut encore ajouter une cinquantaine de machines adaptées à la typographie et aux autres procédés maîtrisés par l'IN. Les plus anciennes, entretenues avec soin par des imprimeurs conservateurs, sont tricentenaires – la presse à

commande peut exiger une xylographie, une taille douce, une reliure d'art ou une gravure de poinçon – et par culture. Ses graveurs de poinçons, clavistes, fondeurs de caractères, compositeurs typographes « français » ou « orientalistes », imprimeurs typographes, imprimeurs taille-douciers, lithographes, phototypistes, relieurs, informaticiens, mécaniciens, médiateurs et promoteurs du patrimoine, constituent la mémoire toujours vive et font des chefs-d'œuvre.

Car les machines, qui scandent l'histoire des techniques de l'imprimerie, exigent un soin constant – nettoyage, graissage, réglage – qui ne peut être confié qu'à des mains

*En haut, un des 224 000 caractères chinois, gravés en corps 40 (environ 12 mm), entre 1723 et 1730. Ci-dessous, presse à pédale Minerve, début du XX<sup>e</sup> siècle.*



bras d'Anisson est classée. Là, rue de la Convention, est stocké l'alphabet des peuples – les hiéroglyphes découverts par Champollion, les plus anciens caractères grecs, ceux de la calligraphie du Crétois Ange Vergèce, les caractères arabes dans une douzaine de styles différents, les caractères mayas, khmers, persépolitains, runiques, phéniciens, russes, avestiques, araméens, coptes, gothiques... L'Imprimerie nationale mérite donc une révérence universelle.

L'IN est une cité de trésors vivants, au sens où les Japonais emploient cette expression. Le savoir-faire accumulé s'est maintenu intact par circonstance – la

expertise et sensibles, celles de ces instituteurs de l'écrit, trésors vivants, au plus haut de leur culture technique – la majorité des techniciens ont plus de 50 ans – mais au plus bas de leur déprime professionnelle. Les machines risquent d'être mises en réserve, en salle froide, pour ne plus en sortir. Les métiers et leur « coup de main », aujourd'hui rarissimes, réunis dans une entité unique, disparaîtront lors du départ à la retraite de leurs titulaires. Ces trésors vifs méritent donc dignité.

Pour conserver ce patrimoine et l'atelier vivant qui lui est associé (une quinzaine de personnes), le ministère de tutelle, à Bercy, « envi-

sage » la constitution d'un GIP, un groupement d'intérêts professionnels associant la branche industrielle de l'IN, des ministères, des collectivités territoriales, des partenaires privés. Tel Ponce Pilate, les autres ministères concernés, la culture notamment, tout comme la Ville

**ANDRÉ GUILLERME** est professeur au Conservatoire national des arts et métiers (chaire d'histoire des techniques).

de Paris, renvoie à la tutelle. Pour le tuteur, à l'évidence l'ensemble est divisible, comme un jeu de Lego.

On voit déjà des musées d'envergne – ceux qui disposent de réserves – se préparer à faire leur marché : tel prendrait quelques machines témoins de la seconde révolution industrielle pour compléter ses collections, tel autre se verrait bien confier un gros paquet de cuivres gravés pour faire vitrine dans son cabinet d'estampes, tel autre se saisirait des idéogrammes chinois.

Cette grande braderie satisferait et l'Etat, qui diviserait ainsi son héritage sans conflit, et les responsables de musées. L'ensemble basculerait ainsi dans l'archéologie du savoir et finirait sur des étagères puisque plus personne n'oserait ni ne pourrait s'en servir. Pis encore, ce trésor pourrait, de dépôts en dépôts, subrepticement se détruire – comme ce fut le cas du Musée des travaux publics.

L'ensemble est indissociable, inséparable. Ce patrimoine dépasse la seule compétence du ministère des finances, occupé à la tactique budgétaire. Les trésors de l'Imprimerie nationale sont propriété de la culture, de la connaissance. Ils ne peuvent échapper au bien commun de l'humanité. C'est donc à l'Unesco d'agir, de classer d'urgence ce patrimoine mondial ; d'en faire – pourquoi pas ? – son trésor et sa référence pour l'éducation, la science et la culture. Les trois quarts des caractères historiques de l'humanité sont là, rue de la Convention.

La République française rendrait un double hommage : à l'organisation qu'elle soutient depuis bientôt soixante ans et à ces sculpteurs de l'alphabet qui ont fait la munificence de l'Etat et de la nation. Des architectes s'empresseront de dessiner l'écrin de l'écrit et de l'insérer dans la monumentalité urbaine. Mais le temps presse : les déménageurs n'attendent pas.